ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au Développement, le 28 octobre 1976, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "organisant le régime des bourses d'études et de stage, en Belgique, au bénéfice de ressortissants de pays en voie de développement", et le 20 avril 1977 d'un nouveau texte, a donné le 11 mai 1977 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 28e oktober 1976 door de Minister van Buitenlandse Zaken en van Ontwikkelingssamenwerking verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende instelling van een stelsel van studie- en stagebeurzen, in Belgie, ten gunste van onderhorigen van ontwikkelingslanden", en de 20e april 1977 over een nieuwe tekst, heeft de 11e mei 1977 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Dans le préambule du projet, le Gouvernement invoque comme fondement légal de celui-ci, l'article 29 de la Constitution.

En effet, le Roi ne trouve pas dans l'article 67 de la Constitution, le pouvoir de prendre les dispositions réglementaires en projet, puisqu'aucune loi n'établit les normes essentielles dans la matière à laquelle ce projet est relatif.

Toutefois la loi du 10 février 1977 contenant le budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement, pour l'année budgétaire 1977 prévoit des crédits pour les dépenses "relatives à la coopération en matière de formation, en Belgique et à l'étranger, d'étudiants et de stagiaires de pays en voie de développement" (Article 34.11, n°s 1 à 6).

Une loi budgétaire n'est, en principe, qu'un acte de prévision, d'évaluation et d'autorisation de recettes ou de dépenses soumis à la règle de l'annalité. Hormis le cas où une disposition normative est introduite dans la loi budgétaire, cet acte de nature administrative, accompli dans la forme de la loi, ne peut servir de fondement légal à un arrêté réglementaire. (Cass. 17 mai 1963, Pas. 1963.I. 987). (Voir aussi Cass. 25 novembre 1955, Pas. 1956.I.285; Cass. 21 décembre 1956, Pas. 1957.I.430; Conseil d'Etat 9 juin 1961 Commune d'Anderlecht n° 8652, Rec. p. 495; Conseil d'Etat 14 décembre 1964 Naaykens, n° 10.926, IIIe ch.).

.../...

Bien que la loi budgétaire ne confère pas au Roi le pouvoir de prendre les dispositions normatives dont il s'agit, elle l'autorise cependant à prendre les dispositions qui ont pour seul objet de déterminer comment les crédits prévus seront utilisés : par exemple, le Roi peut imposer des conditions et organiser une procédure pour l'octroi d'allocations à charge des crédits mis à sa disposition par le législateur. (Arrêt du Conseil d'Etat du 9 juin 1961 cité plus haut; avis du Conseil d'Etat sur le projet devenu l'arrêté royal du 16 août 1963 fixant un règlement cadre en vue de l'octroi d'avantages aux techniciens et experts agréés en vue de la coopération technique, Moniteur belge du 23 août 1963; avis du Conseil d'Etat sur le projet devenu l'arrêté royal du 13 février 1976 organisant le financement par l'Etat belge et les organisations non gouvernementales d'actions de coopération dans les pays en voie de développement, Moniteur belge du 23 février 1976).

Tel est l'objet du présent projet qui, dès lors, n'excède pas les limites des pouvoirs du Roi.

Il faut toutefois relever que lors de l'application des dispositions en projet, il pourrait surgir de graves difficultés du fait que ces dispositions se fondent sur une loi budgétaire, laquelle n'a d'effet que pour un an. De telles difficultés risquent d'autant plus de se produire que la bourse d'études est accordée pour une année académique et que les crédits budgétaires sont prévus pour une année civile.

.../...

Si le Gouvernement désirait donner une application permanente aux dispositions en projet, le législateur devrait intervenir.

*
* *

Les articles 21 à 24 établissent certaines règles relatives au statut des moniteurs et des maîtres de stage qui seront chargés de l'accueil et de la formation des bénéficiaires de bourses d'études ou de bénéficiaires de bourses de stage.

Ces moniteurs et maîtres de stage sont à considérer comme des agents de l'administration, que l'arrêté en projet place sous le régime d'un statut de droit public. Comme leurs prestations sont incomplètes, ils ont la qualité de "membre du personnel auxiliaire" au sens de l'article 1er, alinéa 2 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires, modifié par l'arrêté royal du 1er août 1975.

Le projet ne fixe que quelques règles, d'une portée fort limitée, en ce qui concerne le statut administratif des moniteurs et maîtres de stages.

Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier s'il ne serait pas opportun de déterminer, de manière plus complète, ledit statut, fût-ce par le procédé d'un renvoi à certains articles du statut des agents de l'Etat.

.../...

Les articles 21 à 24 du projet, qui ont l'objet défini plus haut, trouvent leur fondement légal dans l'article 66, alinéa 2 de la Constitution. Il y a lieu de viser également cette disposition en tête du préambule.

*

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Les mots "conformément aux dispositions suivantes" in fine de cet article, sont inutiles et doivent être omis.

Article 2.

Aux deux alinéas, les mots "est le montant nécessaire pour couvrir" doivent être remplacés par "est destinée à couvrir".

Au surplus, au second alinéa, les mots "généralement de courte durée" peuvent être supprimés.

Article 3.

La rédaction suivante est proposée pour le § 1er :

§ 1er. Les bourses ne sont accordées que si elles :

.../...

a) sont prévues dans un programme fixant le nombre de bourses de chaque type accordées par pays ainsi que par orientation et niveau d'études ou par secteur de formation pratique;

b) sont destinées à couvrir des formations qui ne sont pas organisées dans le pays d'origine du candidat boursier".

*

Au a) du § 2, il y a lieu d'écrire : "être agréé préalablement".

La rédaction suivante est proposée pour le b) de ce paragraphe :

"b) satisfaire aux exigences scolaires ou universitaires fixées par les établissements belges d'enseignement ou posséder les aptitudes requises pour entreprendre efficacement la formation de pratique professionnelle envisagée;".

Le c) pourrait être rédigé comme suit :

"c) ne pas disposer de ressources personnelles ou familiales lui permettant de faire face aux frais de sa formation".

*

Les §§ 3 et 4 pourraient être rédigés comme suit :

"§ 3. Les délais et formes d'introduction des demandes sont fixés par le ministre.

§ 4. La commission de sélection présente au ministre des propositions d'octroi des bourses.

La composition de la commission et les critères de sélection sont arrêtés par le ministre".

*

Au § 5, il faut écrire : "par décision motivée et justifiée ...".

*

L'exigence énoncée au § 1er, a, du visa par l'inspecteur des Finances, de chacun des programmes ne doit être maintenue que si le Gouvernement entend déroger à l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire (articles 6 et 14).

*

Article 4.

Le § 1er pourrait être rédigé comme suit :

"§ 1er. Les bourses sont attribuées pour une formation déterminée, fixée dans la décision d'octroi".

De l'accord du fonctionnaire délégué, la première phrase du paragraphe 2 devrait être rédigée comme suit :

"La bourse peut être retirée au boursier qui ne remplit plus les conditions prévues".

Dans la seconde phrase du même paragraphe les mots "qui s'avère incapable" doivent être remplacés par "qui se révèle incapable".

.../...

Article 5.

Le début du § 1er doit se lire "Le boursier bénéficie ...".

*

Au § 3, au poste 60, il y a lieu de remplacer les mots "assistant universitaire" par "formation d'assistant universitaire".

*

L'intention du Gouvernement est de permettre le paiement de l'allocation pendant la période des vacances quel que soit le pays où ces vacances sont passées.

Le troisième alinéa du § 4 doit être rédigé comme suit :

"Elle est dûe pour les périodes de vacances".

Article 6.

La rédaction suivante est proposée pour le § 1er :

"§ 1er. Le boursier bénéficie d'une indemnité familiale mensuelle pour le conjoint qui n'exerce pas une activité lucrative et pour les enfants à charge, âgés de moins de 18 ans qui séjournent en Belgique avec le boursier. Toutefois, ne sont pas pris en considération

pour l'octroi de l'indemnité familiale les enfants à charge dont le séjour en Belgique n'a pas reçu l'accord de l'administration générale de la Coopération au développement".

*

Au § 2, il est proposé d'écrire :

"§ 2. Le montant de l'indemnité ... par enfant. Ce montant correspond ...(la suite comme au projet).

*

Le troisième alinéa du § 4 appelle la même observation que celle qui a été faite au sujet de l'article 5, § 4, alinéa 3.

Le texte suivant est proposé pour les articles 10 à 12 :

"Article 10.-

Les frais de formation de l'étudiant boursier comprennent les frais d'inscription aux cours, examens et travaux pratiques. Le montant de ces frais est payé soit à l'établissement, soit à l'étudiant qui les a lui-même supportés.

.../...

Les frais de formation du stagiaire boursier comprennent le coût de l'exécution du programme de stage organisé par l'administration, à charge du Trésor.

Lorsque l'exécution d'un programme de stage a été confiée par l'administration à un tiers, les frais sont payés directement par l'administration.

Article 11.

Le boursier bénéficie, pour couvrir les frais de présentation du travail de fin d'études ou de stage :

1° d'une allocation de 1.000 francs maximum pour un travail de fin d'études secondaires;

2° d'une allocation forfaitaire de

- 4.000 francs pour un travail de fin d'études techniques supérieures ou pour un rapport de stage;

- 7.500 francs pour un mémoire de licence;

- 25.000 francs pour une thèse de doctorat.

Article 12.-

Le boursier bénéficie, pour couvrir les frais de matériel et d'équipement spéciaux, personnels et nécessaires pour ses études ou son stage techniques, d'une allocation unique de 5.000 francs".

.../...

Article 13.

La rédaction de cet article ne permet pas de déterminer si la somme de 50.000 francs constitue un forfait absolu ou si elle est calculée par boursier.

Il n'est pas précisé, non plus, si les équipements et fournitures payés par les établissements demeurent ou non leur propriété.

Articles 14 à 21.

Le texte suivant est proposé pour ces articles:

"Article 14.-

§ 1er. Le boursier bénéficie du remboursement de ses frais de voyage personnel, effectué par voie aérienne, en classe économique, depuis l'aéroport d'embarquement de son pays d'origine jusqu'à l'aéroport de débarquement en Belgique et vice versa.

Pour raisons médicales justifiées, le boursier peut bénéficier du remboursement du coût du voyage de retour dans son pays d'origine, effectué par voie maritime, en classe économique.

§ 2. Le boursier bénéficie, lors de son voyage de retour dans son pays d'origine, du remboursement des frais de transport, par la voie maritime et à concurrence de 50 kg, de ses bagages et de la documentation qu'il a réunie pendant sa formation.

.../...

§ 3. Le boursier bénéficie, lors des voyages d'aller et du retour, du remboursement des frais de transport, par voie aérienne, du matériel et de l'équipement spécial que l'administration a reconnus indispensables à sa formation.

§ 4. Les avantages prévus aux §§ 1er et 2 doivent être demandés avant la fin de l'année civile au cours de laquelle le paiement de la dernière allocation mensuelle due a été exécuté.

§ 5. Le boursier qui a suivi deux années scolaires ou académiques consécutives avec succès et dont le séjour doit se poursuivre pendant deux années, bénéficie du remboursement des frais des voyages d'aller et de retour en pays d'origine, tel que prévu au § 1er du présent article.

Article 15.-

Les frais d'accueil du boursier à l'aéroport de débarquement et les frais de transport personnel jusqu'au lieu d'hébergement sont à charge de l'administration.

Article 16.-

§ 1er. Le boursier bénéficie du remboursement des frais de déplacement effectué pour des raisons administratives ou médicales impérieuses.

.../...

§ 2. Le stagiaire boursier bénéficie de ce remboursement pour les déplacements effectués pour les besoins de sa formation, soit individuellement, soit en groupe.

§ 3. Le remboursement prévu au § 1er ... ou par le moyen de transport décidé par l'Administration générale de la Coopération au développement.

§ 4. Il est alloué une indemnité journalière ... hors du lieu habituel de ses activités et qui doit supporter les frais de son logement.

Section 3. Des assurances, soins de santé et frais funéraires.

Article 17.-

L'administration conclut, en faveur des boursiers, des contrats d'assurance couvrant les risques suivants :

- ...;
- ...;
- ... .

Article 18.-

Le boursier bénéficie du remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques pour lui-même et les membres de sa famille, pour lesquels il a droit à l'indemnité prévue à l'article 6, conformément aux barèmes

.../...

admis par le Centre médical du Ministère des Affaires étrangères.

Le remboursement est effectué soit au boursier lui-même lorsqu'il a supporté ces frais, soit à la personne ou à l'organisme qui a donné les soins.

Les frais hospitaliers sont remboursés de la même manière lorsque le choix de l'établissement hospitalier a été approuvé préalablement, sauf urgence justifiée, par le Centre médical.

Article 19.-

(Comme au projet).

Article 20.-

(Comme au projet, sauf à écrire : "malheureuses et fortuites").

TITRE II. Des moniteurs et des maîtres de stage.

Article 21.-

Le ministre désigne :

a) des moniteurs qui établissent les contacts nécessaires avec les autorités scolaires ou universitaires en vue d'assurer l'adaptation des étudiants et l'ajustement de leurs programmes d'études à leurs besoins ;

.../...

b) des maîtres de stage qui participent à la préparation et à l'exécution du programme de formation proprement dit, et à la solution des difficultés particulières à cette formation".

Article 22.

Tel qu'il est rédigé, cet article ne laisse pas apparaître quelle est la condition minimum requise pour être nommé moniteur ou maître de stage et, notamment , si aucune condition d'études n'est exigée pour ceux qui ont exercé la fonction de conseiller adjoint.

Articles 23 à 30.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 23.-

La rémunération des moniteurs et des maîtres de stage est fixée, par tranche de 4 heures de prestations, à 970 francs pour les titulaires d'un diplôme d'études supérieures ou universitaires ayant porté sur 4 années au moins et à 765 francs pour les titulaires d'autres diplômes jusqu'au niveau A2 minimum.

Ces rémunérations correspondent à l'indice 116,46 des prix à la consommation en vigueur au 1er octobre 1976. Elles sont liées au régime de mobilité applicable aux rétributions des agents de l'Etat en activité de service.

.../...

Sont assimilées aux titulaires d'un diplôme d'études supérieures ou universitaires, les personnes qui, dans le secteur public, sont revêtues d'un grade au moins équivalent à celui de conseiller-adjoint. Le ministre peut, dans l'arrêté de désignation, assimiler, par une décision motivée, aux titulaires des fonctions de conseiller adjoint, les personnes qui, dans le secteur privé, exercent des fonctions qu'il juge équivalentes.

Article 24.-

Les moniteurs et les maîtres de stage sont soumis aux régimes d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, au régime de pensions de retraite et de survie des travailleurs salariés et au régime de l'emploi et du chômage des travailleurs. Ils bénéficient des dispositions prévues pour le secteur public en matière d'accidents en service ou sur le chemin du travail et de maladies professionnelles.

Ils reçoivent les indemnités de naissance et les allocations familiales, les indemnités pour frais de séjour et frais de parcours, dans la même mesure et aux mêmes conditions que les fonctionnaires de l'ordre administratif.

En matière de frais de séjour et de frais de parcours, les moniteurs et les maîtres de stage sont assimilés au rang 10 pour les titulaires d'un diplôme d'études supérieures ou universitaires et au rang 22 pour les titulaires d'autres diplômes jusqu'au niveau A2 minimum.

.../...

TITRE III. - Des activités spéciales d'accueil et de formation.

Chapitre 1er. - Des activités spéciales d'accueil.

Article 25.-

L'administration organise pour les boursiers des sessions d'information.

Elle rembourse les frais de déplacement individuel ou en groupe des boursiers et, éventuellement, de leur conjoint dans les conditions prévues à l'article 16.

Elle paie les frais d'organisation à concurrence d'un montant de 250 francs par jour et par personne pour les boursiers et, le cas échéant, pour leur conjoint et les participants invités par elle.

Chapitre 2. - Des activités spéciales de formation.

Article 26.-

L'administration prévoit pour les étudiants boursiers des réunions de séminaire, et des cycles de formation d'animateur.

Peuvent être invités à ces activités les conjoints des boursiers et d'autres étudiants, originaires de pays en voie de développement, qui séjournent en Belgique.

.../...

L'administration organise des séances de formation extra-professionnelle pour les stagiaires boursiers.

Article 27.-

L'administration paie, à l'occasion des activités prévues au présent titre :

a) les frais généraux d'organisation et d'équipement;

b) les frais particuliers à ces activités qui comportent tant pour le boursier et, le cas échéant pour leur conjoint, que pour les personnes chargées de formation et pour les autres participants invités par l'administration :

1° ... ;

2° ... ;

3° les frais de déplacement individuel ou en groupe aux conditions prévues à l'article 16.

Lorsque l'exécution de ces activités a été confiée par l'administration à un tiers, les frais sont payés directement par l'administration.

Chapitre 3. - Du régime applicable aux personnes chargées d'une formation.

Article 28.-

Pour l'exécution des activités spéciales de formation, le ministre désigne :

a) des coordonnateurs de séminaires ...;

b) des animateurs ...;

c) des intervenants ... .

Article 29.-

Les candidats aux fonctions visées à l'article 28 doivent réunir les conditions suivantes :

a) le coordonnateur de séminaires :

- avoir exercé durant une année au moins des activités considérées comme équivalentes aux fonctions d'animateur, au sens du présent arrêté;

- justifier, par ses activités professionnelles antérieures dans les pays en voie de développement et par des travaux ou des titres scientifiques ou académiques de sa capacité à réaliser les objectifs des activités de formation;

b) l'animateur ...;

c) l'intervenant ... (la suite comme au projet).

Article 30.-

§ 1er. Les personnes chargées d'une formation sont rémunérées pour les prestations prévues dans l'acte d'agréation et effectivement accomplies.

.../...

Le coordonnateur ... .

L'animateur et l'intervenant sont rémunérés à concurrence de 200 francs l'heure, avec un maximum de 12 heures par jour.

Les rémunérations sont liées au régime de mobilité applicable aux rétributions des agents de l'Etat en activité de service.

§ 2. Le cumul des fonctions précitées au cours d'une même session est interdit.

§ 3. Lorsque ces prestations sont fournies par des personnes rémunérées par l'Etat ou par un organisme d'intérêt public de la catégorie A ou par des boursiers du Gouvernement belge au sens du présent arrêté, la rémunération ...(la suite comme au projet).

§ 4. Les personnes chargées d'une formation sont rémunérées pour leurs réunions de travail selon les modalités prévues au § 1er pour l'animateur.

§ 5. Les frais de déplacement individuel des personnes chargées d'une formation, invitées par l'administration à des réunions de travail, sont remboursés dans les conditions prévues à l'article 16, § 3".

.../...

Article 32.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle il est dérogé au droit commun en matière d'entrée en vigueur des arrêtés royaux.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

In de aanhef voert de Regering als rechtsgrond voor het ontwerp artikel 29 van de Grondwet aan.

In artikel 67 van de Grondwet vindt de Koning inderdaad niet de bevoegdheid om de ontworpen verordeningsbepalingen uit te vaardigen, want geen wet heeft de essentiële normen vastgesteld voor de aangelegenheid waarop het ontwerp betrekking heeft.

De wet van 10 februari 1977 houdende de begroting van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking voor het begrotingsjaar 1977 opent echter kredieten voor de uitgaven "met betrekking tot de bijstand inzake opleiding, in België en in het buitenland, van studenten en stagiairs van ontwikkelingslanden" (artikel 34.11, nrs 1 tot 6).

Een begrotingswet is in beginsel slechts een aan de regel van de eenjarigheid onderworpen handeling tot voorziening, raming en machtiging van ontvangsten of uitgaven. Buiten het geval dat een normatieve bepaling in de begrotingswet is opgenomen, kan die in de vorm van de wet verrichte administratieve handeling geen rechtsgrond opleveren voor een verordeningsbesluit (Cass. 17 mei 1963, Pas. 1963.I.987). (Zie ook Cass. 25 november 1955, Pas. 1956.I.285; Cass. 21 december 1956, Pas. 1957.I.430; Raad van State 9 juni 1961, Gemeente Anderlecht, nr. 8652, Verz. blz. 528; Raad van State 14 december 1964, Naaykens, nr. 10.926, IIIe K.).

.../...

Verleent de begrotingswet aan de Koning niet de bevoegdheid om de bewuste normatieve bepalingen uit te vaardigen, wel machtigt zij hem tot het vaststellen van de bepalingen die alleen bedoelen te zeggen hoe de uitgetrokken kredieten zullen worden aangewend; zo kan de Koning voorwaarden stellen en een procedure organiseren voor het toekennen van uitkeringen ten bezware van de kredieten welke de wetgever te zijner beschikking heeft gesteld. (Arrest van de Raad van State van 9 juni 1961 voormeld, advies van de Raad van State over het ontwerp waaruit ontstaan is het koninklijk besluit van 16 augustus 1963 tot vaststelling van een kaderreglement met het oog op de toekenning van voordelen aan de binnen het raam der technische samenwerking erkende technici te bestuderen, Belgisch Staatsblad van 23 augustus 1963; advies van de Raad van State over het ontwerp dat geworden is het koninklijk besluit van 13 februari 1976 tot organisatie van een regime van financiering door de Belgische Staat en niet-gouvernementele organisaties van samenwerkingsacties in de ontwikkelingslanden, Belgisch Staatsblad van 25 februari 1976).

Dat is het doel van het onderhavige ontwerp, dat derhalve de grenzen van 's Konings bevoegdheid niet overschrijdt.

Toch moet worden opgemerkt dat bij de toepassing van de ontwerp-bepalingen ernstige moeilijkheden zouden kunnen ontstaan doordat die bepalingen steunen op een begrotingswet die slechts voor één jaar werkt. Voor zodanige moeilijkheden moet des te meer worden gevreesd, daar de studiebeurs wordt toegekend voor een academisch jaar, terwijl de kredieten voor een kalenderjaar worden uitgetrokken.

.../...

Mocht de Regering de ontworpen voorzieningen willen bestendigen, dan zal de wetgever moeten optreden.

*

* *

De artikelen 21 tot 24 stellen een aantal regels in verband met het statuut van de monitors en stagemeesters die zullen worden belast met de ontvangst en de opleiding van de bursalen.

Die monitors en stagemeesters moeten worden beschouwd als personeelsleden van de administratie, die door het ontwerp onder de geldingvan een publiekrechtelijk statuut worden geplaatst. Aangezien zij geen volledige prestaties verrichten, zijn zij "lid van het hulppersoneel" in de zin van artikel 1, tweede lid, van het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel, gewijzigd bij het Koninklijk besluit van 1 augustus 1975.

Het ontwerp bevat slechts enkele regels, met zeer beperkte draagwijdte, in verband met het administratief statuut van de monitors en stagemeesters.

De Regering zal moeten uitmaken of het niet dienstig zou zijn dat statuut volledigeruit te werken, zij het door verwijzing naar bepaalde artikelen van het statuut van het Rijkspersoneel.

De artikelen 21 tot 24 van het ontwerp, die het hiervoren omschreven doel hebben, ontlenen hun rechtsgrond aan artikel 66, tweede lid, van de Grondwet. Ook naar die bepaling moet vooraan in de aanhef worden verwezen.

*

.../...

ONDERZOEK DER ARTIKELEN.

Artikel 1.

De tekst van het artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd : "Binnen de grenzen van de begrotingskredieten en van de goedgekeurde programma's kan de Minister tot wiens bevoegdheid de Ontwikkelingssamenwerking behoort beurzen voor studie en stage in België toekennen aan onderdanen van ontwikkelingslanden".

Artikel 2.

De tekst dient als volgt te worden geredigeerd :

"De studiebeurs dient tot het dekken van de kosten van een opleiding aan een erkende onderrijsinstelling met volledig leerplan.

De stagebeurs dient tot het dekken van de kosten van een opleiding in de beroepspraktijk".

Artikel 3.

Voor § 1 wordt de volgende lezing voorgesteld :

"§ 1. De beurzen worden slechts toegekend :

a) als erin voorzien is in een programma tot vaststelling van het aantal beurzen van elk type, dat is toegekend per land, alsook per studierichting en studiepeil of per sector praktische opleiding;

.../...

b) als zij dienen voor opleidingen die niet georganiseerd zijn in het land van herkomst van de kandidaat-bursaal".

*

Paragraaf 2 dient als volgt te worden geredigeerd :

"§ 2. De kandidaat-bursaal moet de volgende voorwaarden vervullen :

a) vooraf als kandidaat erkend zijn door de Regering van zijn land;

b) voldoen aan de eisen inzake school- of universiteitsbezoek vastgesteld door de Belgische onderwijsinstellingen, of de vereiste bekwaamheid bezitten om de voorgenomen opleiding in de beroepspraktijk op doeltreffende wijze aan te vatten;

c) niet beschikken over een eigen inkomen of gezinsinkomen waarmee hij zijn opleiding kan bekostigen;

d) niet de echtgenoot van een bursaal zijn".

*

De §§ 3 en 4 kunnen als volgt worden geredigeerd :

"§ 3. De termijnen en de vormen voor het indienen van de aanvragen worden door de minister bepaald.

.../...

§ 4. Het selectiecomité doet aan de minister voorstellen voor het toekennen van de beurzen.

De samenstelling van het comité en de selectiemaatstaven worden door de minister bepaald".

*

Paragraaf 5 redigere men als volgt :

"§ 5. Na advies van de inspecteur van financiën kan de minister bij een met redenen omklede beslissing, die gerechtvaardigd wordt door bijzondere omstandigheden welke erin worden vermeld, een beurs toekennen aan een kandidaat die niet voldoet aan de voorwaarden van dit artikel".

*

De in § 1, a, geformuleerde eis dat elk programma door de inspecteur van financiën moet worden gevisseerd, moet alleen worden gehandhaafd als de Regering wenst af te wijken van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole (artikelen 6 en 14).

*

Artikel 4.

Paragraaf 1 kan als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. De beurzen worden verleend voor een bepaalde opleiding, die in de toekenningsbeslissing wordt vastgesteld".

In overleg met de gemachtigde ambtenaar wordt voorgesteld de eerste volzin van § 2 als volgt te redigeren :

"De beurs van de bursaal die de gestelde voorwaarden niet meer vervult, kan worden ingetrokken".

Aan het slot van de tweede volzin van dezelfde paragraaf moet worden gelezen "of tweemaal na elkaar niet geslaagd is".

.../...

Artikel 5.

De §§ 1, 2 en 3 moeten als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. De bursaal geniet een maandelijkse toelage, bestaande uit een basisbedrag vermenigvuldigd met een aanpassingscoëfficiënt die wordt vastgesteld volgens het studiepeil of het opleidingstype.

§ 2. Het maandelijkse basisbedrag (...) van de consumptieprijzen dat van kracht was op 1 januari 1976.

§ 3. De aanpassingscoëfficiënt van het basisbedrag, toegepast op de onderscheiden categorieën van beurzen waarin de begrotingswet voorziet, is als volgt vastgesteld :".

*

In § 3, onder post 60, moeten de woorden "universitaire assistenten" worden vervangen door de woorden "opleiding tot universiteitsassistent".

*

De Regering bedoelt het zo, dat de toelage ook voor de vakantieperiodes wordt uitbetaald, ongeacht het land waar de betrokkene die vakantie doorbrengt.

.../...

Paragraaf 4 moet als volgt worden geredigeerd :

"§ 4. De aan de bursaal toegekende maandelijkse toelage wordt vooruit betaald.

Zij is verkregen voor elke begonnen maand.

Zij is verschuldigd voor de vakantieperiodes".

Artikel 6.

Voorgesteld wordt § 1 als volgt te redigeren :

"§ 1. De bursaal geniet een maandelijkse gezinsbijslag voor de echtgenoot die geen winstgevende bedrijvigheid uitoefent en voor de kinderen ten laste van minder dan 18 jaar, die met hem in België verblijven. Voor de toekenning van de gezinsbijslag komen echter niet in aanmerking de kinderen ten laste met wier verblijf in België het algemeen bestuur van de ontwikkelingssamenwerking niet heeft ingestemd".

*

Paragraaf 2 redigere men als volgt :

"§ 2. De maandelijkse gezinsbijslag is vastgesteld op 3.000 frank voor de echtgenoot en op 1.500 frank per kind. Deze bedragen stemmen overeen

.../...

met het indexcijfer van de consumptieprijzen 109,71 dat van kracht was op 1 januari 1976".

*

In § 3 schrijve men : "... wordt de gezinsbijslag waarin dit besluit ten gunste van kinderen voorziet, beschouwd als kinderbijslag vastgesteld krachtens andere wets- of verordeningsbepalingen".

*

In § 4 lezе men :

"De maandelijkse gezinsbijslag wordt vooruitbetaald.

Hij is verschuldigd ...

Hij is verschuldigd voor de vakantieperioden.

Hij kan aan de echtgenoot van de bursaal worden uitbetaald".

De artikelen 7 tot 9 lezе men als volgt :

"Artikel 7.-

Aan de bursaal wordt bij zijn aankomst in België een uitrustingsvergoeding toegekend.

Aan de beursstudent wordt zij tevenstien toegekend bij de aanvang ...

Het bedrag van de uitrustingsvergoeding ...

.../...

Artikel 8.-

Het basisbedrag van de maandelijkse toelage en van de gezinsbijslag is gekoppeld ... van de consumptieprijzen. Eens per jaar, op een door de Minister vast te stellen datum, heeft de aanpassing plaats.

Artikel 9.-

De nadere regelen voor de betaling van de hoofduitkeringen worden door de Minister vastgesteld".

De volgende tekst wordt voorgesteld voor de artikelen 10 tot 12 :

"Artikel 10.-

De kosten voor opleiding van de beursstudent omvatten het inschrijvingsgeld voor de lessen, examens en praktische oefeningen. Het bedrag ervan wordt betaald ofwel aan de instelling, ofwel aan de student zo hij zelf voor die kosten heeft moeten instaan.

De kosten voor opleiding van de beursstagiair omvatten de kosten voor uitvoering van het stageprogramma dat door het bestuur ten bezware van de Staatskas is georganiseerd.

Wanneer de uitvoering van een stageprogramma door het bestuur aan een derde is toevertrouwd, worden de kosten rechtstreeks door het bestuur betaald.

Artikel 11.-

Voor het dekken van de kosten voor indiening van het eindwerk tot besluit van studie of stage geniet de bursaal :

.../...

1° een toelage van ten hoogste 1.000 frank voor een eindwerk secundair onderwijs;

2° een forfaitaire toelage van

- 4.000 frank voor een eindwerk hoger technisch onderwijs of voor een stagerapport;
- 7.500 frank voor een licentiaatsverhandeling;
- 25.000 frank voor een doctoraal proefschrift.

Artikel 12.-

Voor het dekken van de kosten van het persoonlijk speciaal materiaal en van de persoonlijke speciale uitrusting, die voor zijn technische studie of stage nodig zijn, ontvangt de bursaal een enige toelage van 5.000 frank".

Artikel 13.

Zoals dit artikel is geredigeerd, kan er niet uit opgemaakt worden of het bedrag van 50.000 frank een volstrekt forfaitair bedrag is, dan wel of het per bursaal wordt berekend.

Er is evenmin gepreciseerd of de door de instellingen betaalde uitrusting en benodigdheden al dan niet hun eigendom blijven.

.../...

Artikelen 14 tot 21.

Voor deze artikelen wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 14.-

§ 1. Aan de bursaal worden terugbetaald de kosten van zijn persoonlijke vliegtuigreis in goedkope klasse, van de luchthaven van vertrek uit zijn land van herkomst tot de luchthaven van aankomst in België en omgekeerd.

Wanneer gezondheidsredenen het wettigen kan aan de bursaal worden terugbetaald de terugreis per schip, in goedkope klasse, naar zijn land van herkomst.

§ 2. Bij de terugreis naar zijn land van herkomst worden aan de bursaal terugbetaald de kosten van het vervoer per schip, tot een beloop van 50 kg, van zijn reisgoed en van de documentatie die hij tijdens zijn opleiding heeft verzameld.

§ 3. Bij de heenreis en bij de terugreis worden aan de bursaal terugbetaald de kosten voor het vervoer per vliegtuig van het speciale materiaal en van de speciale uitrusting waarvan het bestuur heeft erkend dat ze voor zijn opleiding onmisbaar zijn.

§ 4. De voordelen bedoeld in de §§ 1 en 2 moeten worden gevraagd vóór het einde van het kalenderjaar waarin de laatste verschuldigde maandelijkse toelage is uitbetaald.

.../...

§ 5. Aan de bursaal die twee opeenvolgende schooljaren of academische jaren met goed gevolg heeft doorgemaakt en nog twee jaar in België moet verblijven, worden de kosten van een heen- en terugreis naar het land van herkomst overeenkomstig het bepaalde in § 1 terugbetaald.

Artikel 15.-

De kosten van de ontvangst van de bursaal op de luchthaven van aankomst en van zijn persoonlijk vervoer naar zijn verblijf komen ten laste van het bestuur.

Artikel 16.-

§ 1. De kosten van reizen om dwingende administratieve of medische redenen worden aan de bursaal terugbetaald.

§ 2. Aan de beursstagiair worden die kosten terugbetaald voor de reizen die hij voor de behoeften van zijn opleiding, hetzij individueel, hetzij in groep doet.

§ 3. De kosten bedoeld in § 1 worden slechts terugbetaald voor intercommunale reizen in goedkope klasse met een openbaar vervoermiddel of met het vervoermiddel dat door het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking wordt aangewezen.

§ 4. Aan de stagiair die voor zijn opleiding meer dan één dag buiten de gewone plaats van zijn werkzaamheden moet verblijven en zijn logies moet betalen, wordt een dagelijkse reisvergoeding van 500 frank toegekend.

.../...

Afdeling 3. Verzekeringen, geneeskundige verzorging en begrafeniskosten.

Artikel 17.-

Het bestuur sluit ten behoeve van de bursalen verzekeringscontracten af die de volgende risico's dekken :

- de burgerrechtelijke gezinsaansprakelijkheid;
- ...;
- ... .

Artikel 18.-

Aan de bursaal worden terugbetaald de kosten van dokter en apotheker voor hem en de leden van zijn gezin voor wie hij recht heeft op de in artikel 6 bedoelde bijslag, overeenkomstig de schalen die zijn aanvaard door het Medisch Centrum van het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

De terugbetaling geschiedt ofwel aan de bursaal zelf, indien hij die kosten heeft gedragen, ofwel aan de verzorgende persoon of instelling.

De verplegingskosten worden op dezelfde wijze terugbetaald wanneer de keuze van de verplegingsinrichting vooraf, behoudens in geval van gewettigde spoed, goedgekeurd is door het Medisch Centrum.

Artikel 19.-

De kosten van de begrafenis van een bursaal of van een lid van zijn gezin als bedoeld in artikel 6

.../...

zijn betaalbaar tot 10.000 frank. Het bedrag ervan wordt betaald aan de begrafenisonderneming of terugbetaald aan de rechtverkrijgende of de derde die de uitgave heeft gedaan.

Afdeling 4. Sociale toelagen.

Artikel 20.-

Een sociale toelage kan worden verleend aan de bursaal of aan de leden van zijn gezin, bedoeld in artikel 6, die door onvoorziene tegenslag worden getroffen.

De minister bepaalt voor elk geval wie de toelage ontvangt en hoeveel ze bedraagt.

TITEL II. - Monitors en stagemeesters.

Artikel 21.-

Door de minister worden aangesteld :

a) monitors, die de nodige contacten leggen met de overheid van de school of universiteit met het oog op de aanpassing van de studenten en de aanpassing van hun studieprogramma's aan dezer behoeften;

b) stagemeesters, die deelnemen aan de voorbereiding en de uitvoering van het eigenlijke opleidingsprogramma en aan de oplossing van de specifieke moeilijkheden van die opleiding".

.../...

Artikel 22.

Zoals dit artikel is geredigeerd, geeft het niet aan welke minimumvoorwaarde vervuld moet zijn voor benoeming tot monitor of stagemeester, en met name of enige studievoorwaarde gesteld wordt aan hen die het ambt van adjunct-adviseur hebben uitgeoefend.

Artikelen 23 tot 30.

Voorgesteld wordt deze artikelen als volgt te redigeren :

"Artikel 23.-

De bezoldiging van monitors en stagemeesters wordt per 4 uren prestatie vastgesteld, op 970 frank voor houders van een diploma van hoger of universitair onderwijs over ten minste 4 jaar, en op 765 frank voor houders van andere diploma's tot ten minste niveau A2.

Die bezoldigingen stemmen overeen met indexcijfer 116,46 van de consumptieprijzen dat van kracht was op 1 oktober 1976. Zij worden gekoppeld aan de mobiliteitsregeling voor de bezoldiging van het Rijkspersoneel in dienstactiviteit.

Met houders van een diploma van hoger of universitair onderwijs worden gelijkgesteld zij die in de overheidssector een graad bekleden die ten minste gelijkwaardig is met die van adjunct-adviseur. De minister kan in het aanstellingsbesluit, bij een met redenen omklede beslissing, met adjunct-adviseur gelijk-

.../...

stellen de personen die in de particuliere sector functies uitoefenen welke hij gelijkwaardig acht.

Artikel 24.-

De monitors en stagemeesters zijn onderworpen aan de regeling inzake verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit, aan de regeling inzake rust- en overlevingspensioen voor werknemers en aan de regeling inzake tewerkstelling en werkloosheid voor werknemers. Zij komen in aanmerking voor de voorzieningen welke voor de overheidssector zijn getroffen inzake ongevallen in dienst of op de weg naar en van het werk en inzake beroepsziekten.

Zij ontvangen geboortetoelagen, kinderbijslag en vergoedingen wegens reis- en verblijfkosten, in dezelfde mate en onder dezelfde voorwaarden als overheidsambtenaren.

Inzake reis- en verblijfkosten worden de monitors en stagemeesters gelijkgesteld met rang 10 als zij houder zijn van een diploma van hoger of universitair onderwijs, en met rang 22 als zij houder zijn van andere diploma's tot ten minste niveau A2.

TITEL III. - Bijzondere ontvangst- en opleidingswerkzaamheden.

Hoofdstuk 1. - Bijzondere ontvangstwerkzaamheden.

Artikel 25.-

Het bestuur organiseert voor de bursalen informatiezittingen.

.../...

Het betaalt de kosten van individuele of groepsreizen van bursalen en eventueel van hun echtgenoot terug onder de voorwaarden bepaald in artikel 14.

Het betaalt de organisatiekosten tot een bedrag van 250 frank per dag en per persoon voor de bursalen en, in voorkomend geval, voor hun echtgenoot en voor de deelnemers die het uitnodigt.

Hoofdstuk 2. - Bijzondere opleidingswerkzaamheden.

Artikel 26.-

Het bestuur voorziet voor de beursstudenten in seminaries en cyclussen voor opleiding tot animator.

Op die werkzaamheden kunnen worden uitgenodigd de echtgenoten van de beursstudenten en andere in België verblijvende studenten uit ontwikkelingslanden.

Het bestuur organiseert voor de beursstagiairs opleidingszittingen buiten beroepsverband.

Artikel 27.-

Het bestuur betaalt, naar aanleiding van de in deze titel bedoelde werkzaamheden :

a) de algemene organisatie- en uitrustingskosten;

b) de specifieke kosten van die werkzaamheden die, zowel voor de bursalen en, in voorkomend geval, voor hun echtgenoot, als voor de personen die met de opleiding zijn belast, en voor de andere deelnemers die door het bestuur zijn uitgenodigd, omvatten :

.../...

1° logies en maaltijden tot een bedrag van 750 frank per dag en per persoon;

2° de verschillende organisatiekosten tot een bedrag van 250 frank per dag en per persoon;

3° de kosten van individuele of groepsreizen onder de voorwaarden bepaald in artikel 16.

Wanneer het bestuur de uitvoering van die werkzaamheden aan een derde heeft toevertrouwd, worden de kosten rechtstreeks door dat bestuur betaald.

Hoofdstuk 3. - Regeling toepasselijk op de personen belast met de opleiding.

Artikel 28.-

Voor de uitvoering van de bijzondere opleidingswerkzaamheden wijst de minister aan :

a) seminariecoördinators ...;

b) animators ...;

c) losse medewerkers, die ermede belast zijn in de loop van het seminarie informatie te verstrekken in verband met administratie, school, universiteit of andere onderwerpen.

Artikel 29.-

Gegadigden voor de ambten bedoeld in artikel 28 moeten de volgende voorwaarden vervullen :

.../...

a) de seminariecoördinator :

- gedurende ten minste een jaar werkzaamheden uitgeoefend hebben die worden geacht gelijkwaardig te zijn met het ambt van animator, in de zin van dit besluit;
- door zijn vroegere beroepswerkzaamheden in ontwikkelingslanden en door wetenschappelijke of academische werken of titels doen blijken van zijn bekwaamheid om de doeleinden van de opleidingswerkzaamheden te verwezenlijken;

b) de animator :

- onderdaan van een ontwikkelingsland zijn;
- ... (voorts zoals in het ontwerp);

c) de losse medewerker :

- bevoegd zijn op het gebied van de te verstrekken informatie.

Artikel 30.-

§ 1. De met een opleiding belaste personen worden bezoldigd voor de prestaties waarin de erkenningsakte voorziet en die zij werkelijk vervuld hebben.

De seminariecoördinator ontvangt 1.250 frank per 4 uren prestatie.

De animator en de losse medewerker ontvangen 200 frank per uur, met een maximum van 12 uren per dag.

.../...

De bezoldigingen worden gekoppeld aan de mobiliteitsregeling voor de bezoldiging van het Rijkspersoneel in dienstactiviteit.

§ 2. Cumulatie van de genoemde ambten tijdens een zelfde zitting is verboden.

§ 3. Wanneer die prestaties worden verricht door personen die bezoldigd worden door het Rijk of door een instelling van openbaar nut van categorie A, of door bursalen van de Belgische Regering in de zin van dit besluit, wordt de bezoldiging van de prestaties die tijdens de normale diensturen worden verricht, tot de helft verminderd.

§ 4. De met een opleiding belaste personen worden voor hun werkvergaderingen bezoldigd overeenkomstig hetgeen in § 1 voor de animator is bepaald.

§ 5. De individuele reiskosten van de met een opleiding belaste personen die door het bestuur op werkvergaderingen worden uitgenodigd, worden terugbetaald overeenkomstig het bepaalde in artikel 16, § 3".

Artikel 32.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom wordt afgeweken van het gemeen recht inzake inwerkingtreding van de koninklijke besluiten.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. E. FALMAGNE, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. FALMAGNE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.